

La province de Québec sera-t-elle prête à prendre sa part ?

1

L'étrange inaction du gouvernement Godbout quant à la préparation de l'après-guerre — Préparatifs élaborés des autres provinces

La guerre moderne, la guerre totale modifie si profondément l'économie des peuples qui s'y livrent qu'il est devenu d'autant plus nécessaire de préparer soigneusement la réhabilitation, le rajustement de la période d'après-guerre. Cette préoccupation a été encore accentuée par les buts de guerre proclamés au cours du présent conflit. Les belligérants, de part et d'autre, ont affirmé leur volonté de reconstruire le monde, et ces programmes de paix visent non seulement les domaines politique, diplomatique, militaire, mais embrassent en outre toute la vie économique et sociale des peuples. Ce ne sont pas les plans ni les projets qui manquent.

Au Canada, le gouvernement fédéral a nommé dès 1941 un Comité de réhabilitation — *Committee on Reconstruction* — chargé de préparer la solution des problèmes qui nous attendent après la guerre. Ce comité, assisté de nombreux fonctionnaires, techniciens et spécialistes, a déjà fait beaucoup de besogne. Même si certains aspects des projets esquissés sont discutables, il est sûr que ces gens-là ne se sont pas croisés les bras. On a pu en juger la semaine dernière par le programme de sécurité sociale de M. Marsh, préparé sous les auspices de ce comité, et par le projet d'assurance-santé du gouvernement fédéral.

Quand finira la guerre, les pouvoirs publics devront prendre des mesures énergiques pour empêcher que le retour à l'économie de paix déclenche une crise de chômage, quand les soldats seront démobilisés et les ouvriers de guerre congédiés. Dans tous les plans d'avenir les économistes et les sociologues ont insisté sur la nécessité de grands travaux publics afin de passer la période creuse qui précédera la reprise industrielle.

Le *Royal Architectural Institute of Canada* employait un numéro spécial de son journal, en septembre 1942, à la discussion de ces projets de travaux publics pour le Canada. La variété et l'envergure des problèmes abordés indiquaient que les auteurs des divers articles voyaient les choses en grand. Mais ce n'est à vrai dire que depuis la publication du rapport Marsh que le public peut se faire une idée de l'ampleur des travaux prévus pour notre pays. L'économiste affirme qu'il faudra dépenser à cette fin au moins \$1,000,000,000 pendant la première année qui suivra la guerre, et il estime que la période de rajustement pourra durer de six mois à trois ans.

* * *

Le public a pu être surpris de ce chiffre d'un milliard. Mais le fait que les travaux projetés sont vraiment considérables n'était pas un mystère pour les autorités. Le gouvernement de Québec n'a pas l'air d'avoir fait grand-chose dans le domaine des préparatifs, mais les dirigeants des autres provinces se sont montrés plus entreprenants.

L'Ontario, l'an dernier, s'est mis sérieusement à l'oeuvre. En février 1942, la *Guelph Conference* a publié un rapport sur l'état des ressources naturelles de la province. On y affirmait que toutes les ressources renouvelables de l'Ontario sont en train de se dégrader. Le régime des eaux a été faussé dans plusieurs régions qui souffrent tour à tour d'inondation, de sécheresse, d'érosion par l'eau et par le vent; la pollution des eaux augmente; la forêt se détériore sous les assauts des insectes et des incendies; la chasse, les pêcheries, le tourisme souffrent aussi de ces conditions.

Les organisations et sociétés groupées dans cette *Conference* concluaient que, même s'il existe déjà certaines mesures de préservation, elles sont pratiquement insignifiantes en comparaison des besoins et que, sans une interven-

tion vigoureuse, la situation ira s'aggravant. Afin de bien établir cela, on a choisi une région particulièrement affectée, où se manifestent les résultats de cette dégradation, notamment par l'érosion: la vallée de la rivière Ganaraska à Port-Hope. Et l'été dernier, des spécialistes de toutes les disciplines intéressées se sont rendus sur le terrain et ont procédé à une enquête minutieuse.

Les autorités visaient en menant cette enquête un triple but. Il s'agissait d'abord de montrer ce qu'il adviendra des ressources naturelles de toute la province si on les laisse dépérir. L'objectif principal cependant, c'était de former des techniciens, de les bien préparer à la tâche de l'inventaire général de toutes les ressources de la province; ce travail en commun, et sur un champ restreint, de toutes les catégories d'experts assurait une parfaite coordination des diverses techniques en vue du résultat d'ensemble à atteindre; on créait ainsi une méthode de travail et de collaboration susceptible, une fois étendue à toute la province, de donner un tableau général homogène, dont toutes les parties seraient à la même échelle, s'ajusteraient les unes aux autres sans difficulté parce que le tout serait pour ainsi dire ramené à un dénominateur commun.

Le troisième objectif, c'était qu'avec une monographie de cette valeur, des équipes si bien entraînées, une méthode ainsi mise au point, les autorités provinciales pourraient demander à Ottawa des octrois afin de pousser activement l'inventaire général des ressources de la province. Un tel plan d'ensemble est évidemment indispensable, étant donné l'envergure des travaux prévus pour l'après-guerre; l'assurance que ces grandes dépenses seraient faites d'une manière profitable justifierait la poursuite de l'enquête et les octrois appropriés.

Le cas de l'Ontario n'est pas unique. Toutes les provinces de l'Ouest ont aussi des programmes élaborés et bien préparés. Du côté des montagnes Rocheuses et dans les Prairies, tous les plans et devis sont à point pour le harnachement des chutes d'eau et l'aménagement des rivières en vue de l'irrigation et de l'électrification de régions immenses; ces provinces sont prêtes à tirer profit de la première occasion pour se doter d'améliorations analogues à celles que le *New Deal* a réalisées dans l'ouest des Etats-Unis.

* * *

Pendant que les autres provinces se préparent ainsi à profiter au maximum des travaux de l'après-guerre, que fait la province de Québec? Presque rien apparemment. On entend dire que des comités travaillent, mais le gouvernement n'a pas fait connaître ses projets. Le peu qu'il en a dit jusqu'ici n'est guère rassurant. Il a annoncé, à grand renfort de publicité comme s'il allait remuer mer et monde, un programme de colonisation plus que modeste devant ce qui s'organise ailleurs.

Le manque d'espace nous force à interrompre ici cet article, pour aujourd'hui. Nous examinerons demain quelle anomalie l'insouciance du gouvernement provincial constitue devant l'activité des autres provinces dans ce domaine, et quelles conséquences cela peut avoir pour nous. Nous verrons que l'apathie du gouvernement Godbout risque de compromettre gravement notre avenir non seulement dans l'ordre économique, mais jusque dans l'ordre national, social et culturel; qu'il s'agit vraiment d'un problème de la plus grande urgence.

Paul SAURIOL